

## **OTC**

# **ERDOGAN AFFICHE SON INTENTION D'APPROFONDIR LA COOPÉRATION MILITAIRE AVEC LA RUSSIE**

Le Monde du samedi 2 octobre 2021 par Sasha Loizot

Après sa rencontre avec Vladimir Poutine à Sotchi, le président turc affirme que les deux pays pourraient coopérer pour la construction d'avions de combat et de sous-marins.

Dans l'avion qui le ramenait de Sotchi, en Russie, où il s'est entretenu, mercredi 29 septembre, avec son homologue Vladimir Poutine, Recep Tayyip Erdogan s'est épanché sur l'avenir qu'il entrevoit en matière de coopération militaire entre les deux pays. « Nous avons parlé de ce que nous pourrions faire concernant la construction des moteurs d'avions et à propos des avions de combat. (...) Un autre domaine dans lequel nous pouvons agir ensemble est la construction de navires. Si Dieu le permet, nous pouvons même prendre des dispositions communes pour des sous-marins », a-t-il ainsi déclaré, selon la presse turque.

Cette annonce intervient alors que la question du système de défense antiaérienne S-400 fait toujours l'objet de tensions entre Ankara et Washington. En déplacement quelques jours auparavant à New York pour l'Assemblée générale des Nations unies, le président turc n'a pas été reçu par Joe Biden, en dépit des attentes turques. Devant la presse, il concédait alors lui-même que les

relations avec son allié de l'OTAN n'avaient « pas bien commencé ».

Faute de contact direct avec son homologue américain, Recep Tayyip Erdogan a donc multiplié les messages par l'intermédiaire des médias. Lors d'un entretien télévisé sur la chaîne CBSNews, pour l'émission « Face the Nation », il a ainsi réitéré son intention de poursuivre le programme d'acquisition des S-400 russes s'exposant à de nouvelles sanctions américaines. Vendredi 1er octobre, les Etats-Unis ont réagi.

Un nouveau message envoyé aux Etats-Unis

« Nous avons exhorté la Turquie à tous les niveaux et à toutes les occasions à ne pas conserver le système S-400 et à s'abstenir d'acheter tout équipement militaire russe supplémentaire », a déclaré Wendy Sherman, numéro deux du département d'Etat, interrogée sur le voyage de M. Erdogan à Sotchi. « Nous continuons à le faire savoir clairement à la Turquie, et à lui dire quelles seront les conséquences si elle va dans cette direction », a-t-elle ajouté, en réaffirmant que le système russe de défense antiaérienne et antimissile n'était « ni compatible ni utilisable avec les systèmes de l'OTAN ».

La réception d'un premier lot de S-400, en juillet 2019, avait conduit Washington à imposer des sanctions à la Turquie et à l'écarter de son programme d'avions de combat F-35 à la pointe de la technologie, dans lequel plusieurs entreprises turques étaient impliquées. Mais, bien qu'annoncés en grande pompe sur les chaînes de télévision turques, ces fameux S-400 n'ont pour l'instant pas été activés, laissant planer le doute sur les intentions réelles d'Ankara. Les récentes déclarations du chef de l'Etat turc concernant le renforcement de la coopération militaire avec la Russie, et une hypothétique poursuite d'acquisitions du système russe, apparaissent dès lors comme un nouveau message envoyé aux Etats-Unis et aux membres de l'Alliance atlantique.

Elles interviennent en effet dans un contexte de tensions accrues avec d'autres partenaires de l'OTAN. Au lendemain de la vente des trois frégates françaises à la Grèce, le porte-parole du ministère des affaires étrangères, Tanju Bilgiç, a fustigé l'initiative en précisant que « les alliances militaires bilatérales contre la Turquie » ne permettraient pas à la Grèce de faire « accepter des velléités maximalistes de son espace maritime et aérien contraires au droit international ». « La politique de la Grèce qui vise à isoler et marginaliser la Turquie plutôt que de

collaborer causera du tort au pays lui-même ainsi qu'à l'Union européenne dont elle est membre. C'est une politique problématique qui menace la paix et la stabilité régionales », a-t-il ajouté.

L'entretien avec Vladimir Poutine a fait l'objet de nombreuses spéculations. La rencontre des deux dirigeants sur les bords de la mer Noire devait en effet être l'occasion, aussi, d'aborder de nombreux dossiers brûlants, dont celui du sort d'Idlib, au nord-ouest de la Syrie. Les récents bombardements russes ont laissé craindre une escalade des tensions que la Turquie veut éviter à tout prix par crainte d'une nouvelle arrivée de réfugiés sur son sol. Mais la discussion en tête à tête qui a duré deux heures quarante-cinq n'a été suivie d'aucune conférence de presse.

« Diplomatie du drone »

« Cela ne ressemble pas à la méthode des Russes », note Aydin Sezgin, ancien ambassadeur à Moscou et membre du Bon Parti (centre nationaliste) dans un entretien accordé à la chaîne d'information en ligne DW Türkçe. Vendredi, le site Middle East Eye rapportait pour sa part qu'une entente aurait été conclue entre les deux présidents pour « préserver le statu quo sur Idlib » d'après les déclarations d'un officiel turc, gardant ainsi pour référence le cessez-le-feu signé en mars 2020.

Si le renforcement de la coopération militaire entre la Turquie et la Russie a été confirmé par le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, les propos tenus par le chef de l'Etat turc restent néanmoins vagues. « Erdogan fait croire qu'il a plus de pouvoir qu'il n'en a réellement », souligne le chercheur Serhat Güvenç, chercheur et professeur de relations internationales à l'Université de Kadir Has, à Istanbul.

La Turquie et la Russie sont très régulièrement amenées à négocier, sur des questions économiques et étrangères, mais les incohérences de la politique extérieure turque risquent de lui jouer des tours. La « diplomatie du drone » déployée par Ankara n'est pas du goût du Kremlin. En plus de vendre ses drones aux voisins de la Russie, la Turquie approfondit, en parallèle, sa coopération militaire avec l'Ukraine. Kiev vient ainsi d'annoncer l'installation d'un centre d'entraînement et de maintenance pour les drones Bayraktar, auréolés de leurs victoires militaires au profit de l'Azerbaïdjan, lors du conflit avec l'Arménie, au Haut-Karabakh, il y a tout juste un an, à l'automne 2020.

---

## **2.Le Courriel d'Erevan**

29 septembre 2021

# **Les médias iraniens proposent à l'Iran et à l'Arménie d'organiser des exercices militaires conjoints pour punir Bakou**

**Les médias azerbaïdjanais rapportent que les forces armées azerbaïdjanaises ont ouvert le feu sur un hélicoptère iranien qui participait à un exercice militaire à la frontière nord-ouest de l'Iran.**

Le canal de Telegram iranien Sepahcyberi écrit que l'Iran et l'Arménie devraient organiser des exercices militaires conjoints « en guise de punition préliminaire » pour l'Azerbaïdjan.

Certains canaux de Telegram iraniens et comptes Twitter populaires ont également appelé les forces armées iraniennes à répondre durement à cet acte d'agression de l'Azerbaïdjan. En particulier, le rédacteur en chef du *Bamdad Daily* a noté sur Twitter que l'Iran n'est pas la Russie et ne restera pas silencieux lorsque l'Azerbaïdjan abattra ses hélicoptères.

---

## **3.Les Nouvelles d'Arménie**

5 octobre 2021

# Rencontre diplomatique au plus haut niveau entre l'Arménie et l'Iran à Téhéran

Comme pour donner plus de poids à ses déclarations sur les relations entre l'Arménie et l'Iran sur lesquelles il s'est longuement attardé dimanche 3 octobre lors d'une conférence de presse à Vilnius, en Lituanie, où il soulignait que l'Arménie ne serait jamais associée à quelque conspiration contre son voisin iranien, le premier ministre arménien Nikol Pachinian dépêchait lundi son ministre des affaires étrangères Ararat Mirzoyan à Téhéran, affichant ainsi une proximité accrue entre les deux pays, face à l'Azerbaïdjan, dont le régime iranien semble se méfier toujours davantage. A Téhéran, Ararat Mirzoyan a rencontré son homologue iranien Hossein Amir-Abdollahiann, qu'il voyait pour la deuxième fois en moins de deux semaines. Le climat de la rencontre était d'autant plus cordial qu'Amir-Abdollahian n'avait pas manqué de faire part de sa satisfaction à l'issue des précédentes discussions, affirmant que les deux parties avaient convenu de renforcer les liens politiques, économiques et culturels entre les deux pays. Il en avait profité pour faire savoir que l'Iran ne permettrait pas à "quelque Etat étranger" de contrarier ses relations avec ses voisins, dont l'Arménie. Le soutien de l'Iran est le bienvenu en Arménie, qui se sent toujours plus isolée après sa défaite dans la guerre du Karabagh de l'automne 2020, qui a renforcé l'influence russe. Les contrôles effectués par l'armée azérie sur un tronçon de route qu'elle occupe depuis le 12 septembre dans le sud de l'Arménie, visant en priorité les camions iraniens, ont provoqué la colère de l'Iran, qui a ouvertement exprimé sa méfiance à l'encontre du régime azéri en organisant à la fin septembre des exercices militaires de grande envergure dans ses provinces septentrionales, frontalières de l'Azerbaïdjan. Enonçant publiquement les craintes exprimées au lendemain même de la victoire militaire azérie, qui ferait selon Téhéran le jeu de son ennemi israélien, dont l'armement a renforcé l'arsenal de Bakou, le ministre iranien des affaires étrangères avait déclaré la semaine dernière que ces exercices militaires étaient une réponse aux liens militaires accrus entre

l'Azerbaïdjan et Israël, en soulignant que l'Iran "ne tolèrera pas la présence d'Israël à ses frontières". Dimanche, Amir-Abdollahian avait de la même manière mis l'accent sur la participation, largement prouvée, de militants djihadistes sunnites du Moyen-Orient à la guerre du Karabagh dans les rangs de l'armée azerbaïdjanaise. Il avait présenté la présence de ces "membres de mouvements terroristes", déployés dans les régions au sud du Karabagh frontalières des provinces du nord-ouest de l'Iran, comme un sujet de grande préoccupation pour Téhéran, au même titre que "la présence des Sionistes". S'exprimant à la télévision d'Etat iranienne, il avait précisé que "cela peut créer des problèmes pour le gouvernement de l'Azerbaïdjan dans un futur proche", une mise en garde à peine voilée au clan Aliev au pouvoir à Bakou, d'autant plus critiqué à Téhéran qu'il trahit la foi chiite à laquelle obéissent 70 % des Azéris. "Dans la mesure où nous ne sommes pas convaincus qu'ils [les combattants sunnites] ont quitté les lieux, ces exercices leura adressent un message clair", a déclaré de son côté le commandant des forces terrestres iraniennes, le Général Kiomars Heidari, cité par Press TV. Le guide suprême de la République islamique d'Iran, l'Ayatollah Ali Khamenei avait quant à lui évoqué "le problème qui a surgi dernièrement à nos frontières nord-ouest" dans un discours prononcé peu avant, dans la journée de dimanche, devant les officiers diplômés des académies militaires iraniennes. "Nous ne permettrons pas à des forces étrangères d'intervenir dans les processus qui y sont à l'œuvre. Celui qui pense qu'il peut faire reposer sa propre sécurité sur des tiers sera déçu", avait déclaré notamment Khamenei dans une claire mise en garde adressée à Bakou mettant manifestement en cause ses liens avec Israël. Le ministère azerbaïdjanais des affaires étrangères avait rejeté comme « dénuées de fondement » les allégations de Téhéran. "Hélas, l'Iran ami n'a jamais condamné l'occupation [par les Arméniens] de notre territoire de manière aussi ferme", a indiqué une porte-parole du ministère azéri. Le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev avait critiqué les exercices militaires iraniens le 27 septembre, mais de manière indirecte, au détour d'une interview à l'agence turque Anadolu, ce qui n'avait fait qu'attiser la colère des Iraniens. Il avait aussi imputé à l'Iran la crise liée au blocage de la route arménienne, en affirmant avoir installé ce poste de contrôle sur l'axe arméno-iranien parce que Téhéran avait ignoré ses mises en garde répétées l'appelant à mettre un terme à la circulation de camions iraniens chargés de marchandises destinées au Karabagh. La route traverse la province arménienne méridionale du Syounik prise en étau entre l'Azerbaïdjan et son enclave du Nakhitchevan et frontalière de l'Iran. En début d'année, Aliyev avait menacé de percer par la force un corridor de transport reliant le Nakhitchevan au

reste de l'Azerbaïdjan, s'attirant une ferme condamnation de l'Arménie. Mojtaba Zonnouri, un parlementaire iranien en vue, a accusé lundi Aliyev d'essayer de "couper l'accès de l'Iran à l'Arménie" avec l'aide de la Turquie et d'Israël. L'agence de presse officielle IRNA avait rapporté les propos de Zonnouri qui menaçait l'Azerbaïdjan et la Turquie "de payer le prix fort s'ils s'avisent de menacer l'Iran". Zonnouri figure manifestement au nombre des quelque 165 membres du Parlement d'Iran qui ont signé dimanche une déclaration commune affirmant que la République islamique ne tolèrera "aucun changement géopolitique ni altération des frontières des pays voisins. Le 28 septembre, un quotidien conservateur iranien que l'on dit contrôlé par Khamenei avait publié un article accusant les présidents azéri Aliyev et turc Erdogan de vouloir aider les Etats-Unis et Israël à ourdir un « complot » géopolitique contre l'Iran et la Russie. Si elle semble dans les bonnes grâces de l'Iran, l'Arménie n'est toutefois pas épargnée par certains journaux, comme le très officiel Kayhan, dont un article a accusé Pachinian d'avoir rallié cette "alliance secrète" de quatre Etats et d'être disposé à "ceder la province de Syounik à l'Azerbaïdjan". Après une série d'articles parus dans la presse iranienne qui reprochaient au gouvernement de Pachinian de n'opposer qu'une molle condamnation aux attaques déclarées de Bakou dans le Syounik, cette dernière accusation, nettement plus dure et directe, ne pouvait rester sans réponse et le premier ministre arménien s'est exécuté, en affirmant, au détour de sa visite officielle en Lituanie, que « jamais l'Arménie ne se joindrait à quelque complot contre l'Iran ». "Ce n'est un secret pour personne que certains cercles parviennent, de temps à autres, à publier des articles dans la presse iranienne affirmant que l'Arménie serait impliquée dans quelque conspiration contre l'Iran", a déclaré Pachinian dimanche en s'adressant aux membres de la communauté arménienne de la République balte membre de l'UE et de l'Otan. "Je suis sûr que nos collègues iraniens savent que l'Arménie n'a jamais été et ne sera jamais impliquée dans une conspiration contre l'Iran parce que ces relations [entre l'Arménie et l'Iran] sont extrêmement importantes pour nous". Pourtant, Pachinian fait face à des allégations similaires sur la scène politique arménienne où ses opposants lui reprochent de n'avoir pas condamné de manière explicite la décision de Bakou de taxer les camions iraniens. Pachinian et le président iranien Ebrahim Raisi avaient discuté des atteintes à la libre circulation des poids lourds entre l'Arménie et l'Iran lorsqu'ils s'étaient rencontrés en marge du sommet de l'OTSC à Dushanbe, en Tadjikistan, le 17 septembre. Amir-Abdollahian pour sa part, aurait exprimé l'espoir, lundi, que Erevan accélèrera les travaux de reconstruction d'un axe alternatif dans le Syounik,

qui permettra aux routiers iraniens d'éviter le checkpoint azéri. Le vice-premier ministre d'Arménie Suren Papikian avait indiqué la semaine dernière que les travaux sur cette route seraient complétés d'ici la fin novembre. Par ailleurs, le secrétaire du Conseil arménien de sécurité Armen Grigorian jugeait utile de souligner dimanche qu'il n'était pas question d'accorder à l'Azerbaïdjan ou à quelque pays tiers un corridor sur le territoire souverain de l'Arménie, en soulignant que l'Arménie entend conserver l'autorité sur tous les axes traversant son territoire, même si elle est disposée à y laisser circuler des véhicules azéris, une fois que des accords en ce sens auront été conclus. Alors que le chef de la diplomatie arménienne se trouvait à Téhéran, l'armée iranienne poursuivait ses exercices impliquant les forces spéciales, l'artillerie lourde, des tanks et des hélicoptères de combat. Des images diffusées par la télévision iranienne laissaient suggérer qu'ils se déroulaient dans les régions iraniennes frontalières du Nakhitchevan. Troublante coïncidence, les media turcs annonçaient au même moment que les forces azerbaïdjanaises et turques allaient commencer mardi de nouveaux exercices militaires... dans le Nakhitchevan !

---

#### **4.Courrier International**

4 octobre 2021

# **ISRAËL A DEUX OPTIONS : BOMBARDER L'IRAN OU VIVRE A L'OMBRE DE SON ARSENAL NUCLÉAIRE**

Courrier International du vendredi 1 octobre 2021, article du journal israélien Ha'Aretz par Benny Morris

Pour Israël, l'alternative est simple. Soit mobiliser le maximum de nos capacités militaires pour anéantir les installations nucléaires iraniennes, soit nous préparer

à vivre avec un Iran nucléarisé.

Malgré des capacités militaires infiniment supérieures à celles d'Israël, les États-Unis ne feront pas le travail à notre place et, ces trois décennies, leurs présidents successifs ne l'ont d'ailleurs jamais fait, qu'il s'agisse de Bill Clinton, George W. Bush, Barack Obama ou même Donald Trump. Et ce n'est pas Joe Biden qui prendra le taureau par les cornes, entouré qu'il est de conseillers lénifiants comme Robert Malley, l'émissaire spécial américain pour l'Iran. Une preuve que Biden ne fera pas le travail est son abandon honteux de l'Afghanistan et de ses alliés locaux.

La situation actuelle est celle des années 1930, lorsque les puissances occidentales avaient renoncé à attaquer préventivement un Japon expansionniste et une Allemagne de plus en plus agressive.

Soit Biden relance le traité qu'Obama et les grandes puissances avaient signé avec l'Iran en 2015, avec des concessions supplémentaires en faveur de Téhéran. Soit, face à l'intransigeance iranienne, il n'appose pas sa signature au bas d'un nouveau texte et l'Iran poursuivra son chemin vers l'acquisition de la bombe.

Soit bombarder l'Iran, soit se taire

Selon plusieurs experts, Téhéran est à un mois de disposer d'assez d'uranium enrichi pour produire une première bombe. Ensuite, il accumulera de plus en plus d'uranium enrichi à 60 % (en violation de l'accord de 2015) et résoudra le problème de l'ingénierie des ogives pour ses missiles, avant de rapidement enrichir à 90 % son stock d'uranium et se lancer dans la production d'autres bombes.

L'Amérique n'est pas la seule fautive. Ces deux dernières décennies, les Premiers ministres israéliens successifs n'ont pas agi différemment des présidents américains. Malgré la logorrhée du "lo ne'afsher Iran gar'init" ["nous ne permettrons pas un Iran nucléaire"] reprise en chœur par Ehoud Barak, Ariel Sharon, Ehoud Olmert et enfin Benyamin Nétanyahou, aucun d'entre eux n'a concrètement relevé le défi iranien.

Certes, Israël a "piqué" l'Iran de-ci de-là en liquidant des scientifiques ou en sabotant des installations. Et, en brandissant la menace d'une frappe israélienne ("retenez-moi ou je fais un malheur"), Nétanyahou avait réussi à convaincre

Obama d'imposer des sanctions sévères à Téhéran.

Mais, en leur for intérieur, les dirigeants israéliens savaient que ces assassinats, ces opérations ciblées et ces sanctions n'arrêteraient jamais le programme nucléaire iranien. Tous se sont abstenus d'envoyer l'armée de l'air bombarder les installations nucléaires. Doutaient-ils des capacités de notre aviation ? Craignaient-ils que les résultats obtenus ne soient pas à la hauteur de l'investissement militaire ?

Toujours est-il que Téhéran est plus proche que jamais de l'arme nucléaire. Lorsqu'il sera au seuil nucléaire, l'Iran décrétera-t-il un moratoire ou franchira-t-il ce seuil à toute vitesse?? Il est impossible de le savoir et la cruelle vérité est qu'il n'y a plus que deux options qui s'offrent à Israël, aussi terribles l'une que l'autre : soit bombarder, soit se taire et vivre avec un Iran nucléarisé.

Envisageons la première option : la mobilisation totale de notre marine de guerre, de notre armée de l'air et de nos unités spéciales. Ces dernières décennies, Israël a dépensé des milliards de dollars en F-16, en F-15 perfectionnés, en F-35, en bombes de haute technologie, en avions de ravitaillement, etc. L'objectif était précisément de permettre un assaut israélien pour détruire le programme nucléaire iranien. Un tel assaut pourrait paralyser ce programme, mais il pourrait également causer des dommages écologiques durables (un deuxième Tchernobyl??). Il est possible que l'Iran fasse le gros dos et ne réplique pas, de peur que s'il riposte Israël inflige de lourds dommages à d'autres installations stratégiques iraniennes. En 2007, après la destruction par Israël du réacteur de Deir Ez-Zor, la Syrie avait préféré ne pas répliquer. Mais la République islamique iranienne est bien plus solide que le régime baasiste syrien et la probabilité que l'Iran ne réplique pas est quasi nulle.

Au contraire, il est plus que probable que Téhéran ripostera massivement en lançant des missiles balistiques et des drones sur Israël. L'Iran déclenchera également une campagne mondiale de terrorisme anti-israélien et antijuif, tout en "activant" le Hezbollah libanais et ses 150?000 roquettes (sans parler des stocks de roquettes du Hamas et du Djihad islamique dans la bande de Gaza). Cela déclenchera une guerre totale au Moyen-Orient, laquelle nécessitera une offensive terrestre israélienne au plus profond du Liban (et peut-être à Gaza) et un énorme tir de barrage israélien contre des installations et des villes stratégiques dans tout l'Iran.

L'Iran est en mesure d'assumer un effort de guerre pendant plusieurs années (comme il l'a fait face l'envahisseur irakien entre 1980 et 1988) et de tenter de relancer son programme nucléaire, tandis qu'Israël mettra à son tour tout dans la balance pour annihiler ce programme. Une telle guerre poussera peut-être les grandes puissances à s'impliquer pour circonscrire drastiquement les ambitions iraniennes. C'est un scénario que caressent certains responsables israéliens mais dont nul ne peut jurer qu'il soit crédible.

Par ailleurs, il est possible qu'une guerre entre Israël, d'une part, et l'Iran et ses succursales, d'autre part, aboutisse au déclenchement d'une troisième intifada en Cisjordanie, voire au basculement de nombreux citoyens arabes israéliens dans la violence. Un tel développement nuira aux relations qu'Israël est parvenues à nouer avec les États arabes sunnites, d'autant que l'aviation israélienne devra obtenir de leur part l'autorisation de survoler leurs espaces aériens pour atteindre l'Iran. Les États sunnites modérés veulent voir l'Iran neutralisé, mais il n'est pas certain qu'ils s'affichent publiquement aux côtés d'Israël dans une guerre contre une puissance islamique, voire contre les Palestiniens. Enfin, il est tout aussi possible qu'une telle guerre nuise aux relations d'Israël avec les États-Unis et l'Europe.

C'est à coup sûr un scénario effrayant, mais peut-être moins que son alternative : un Iran nucléarisé avec lequel Israël devra vivre pendant les prochaines décennies. Selon cette seconde option, un Iran nucléarisé et dirigé par des religieux fanatiques pourrait parier sur une attaque nucléaire contre Israël et s'en remettre à Allah en espérant qu'Israël ne mobilise pas sa "capacité de seconde frappe" (des sous-marins israéliens porteurs d'armes nucléaires et non conventionnelles). Le président iranien "modéré" Hachemi Rafsandjani [1989-1997] avait un jour défini Israël comme "un État à bombe unique". En d'autres termes, une seule bombe nucléaire sur Tel-Aviv est censée provoquer la destruction du Troisième Temple.

Même si Téhéran s'abstient du pari d'une frappe nucléaire, Israël devra vivre sous cette épée de Damoclès tandis que notre statut stratégique au Moyen-Orient sera gravement entamé. L'incapacité d'Israël et des États-Unis à empêcher Téhéran de se doter de l'arme nucléaire sera considérée non seulement comme une victoire pour l'Iran et le monde musulman, mais aussi et surtout comme un échec israélien majeur et historique, ce qui galvanisera les mouvements islamistes du monde entier, y compris palestiniens, dans leur volonté de frapper Israël.

## Le risque d'une prolifération nucléaire au Moyen-Orient

Un Iran nucléarisé nuira gravement aux relations d'Israël avec le monde sunnite modéré et dissuadera les Palestiniens "modérés" (si tant est qu'il en existe encore) d'envisager un accord de paix avec l'État juif. Nos voisins se rendront compte qu'il est préférable de se ranger du côté de Téhéran et de ne plus se risquer à des relations officielles avec Jérusalem.

La position de force acquise par l'Iran encouragera ses alliés et ses protégés à attaquer Israël, tandis que ses ennemis, comme l'Arabie Saoudite, impressionnés par le parapluie nucléaire iranien, empêcheront Israël d'agir par la force contre Téhéran.

Par ailleurs, un Iran nucléarisé pèsera économiquement très lourd sur Israël. Cela nécessitera des dépenses colossales en matière de défense (abris antiatomiques, batteries de missiles antimissiles, etc.), les investisseurs étrangers se montreront frileux et, avec la pression psychologique qui s'exercera sur les Juifs israéliens, ceux qui parmi ces derniers en ont les moyens fuiront en masse l'État juif à la recherche de cieux plus cléments.

Un Iran nucléarisé incitera également plusieurs États de la région (Arabie Saoudite, Turquie et Égypte) à se doter de leur propre arsenal nucléaire tandis que, parmi les alliés de l'Iran, la Syrie de Bachar El-Assad tentera d'à nouveau opter pour l'arme nucléaire, sous la protection efficace de Téhéran. Une telle prolifération nucléaire au Moyen-Orient n'augurera rien de bon pour Israël.

Le moment où Israël va devoir décider de lancer une frappe préventive ou de vivre dans l'ombre d'un Iran nucléarisé est imminent. Le temps nous est désormais compté.

Benny Morris

Né en 1948 en Israël dans une famille d'immigrants travaillistes britanniques précédemment originaires d'un petit village juif du nord de la Lituanie, Benny Morris est le pionnier des "nouveaux historiens" israéliens qui, à partir de la fin des années quatre-vingt, ont dépoussiéré les mythes relatifs, entre autres, aux causes de l'exode palestinien de 1948-1949. "The Birth of the Palestinian Refugee Problem, 1947-1949" (Cambridge University Press, 1988, non traduit en français) reste ainsi une référence incontournable de la "nouvelle Histoire" israélienne.

Mais, contrairement à la plupart de ses confrères "nouveaux historiens", situés à gauche voire à l'extrême gauche, Benny Morris a effectué, au plus fort de la Deuxième Intifada (septembre 2000 - février 2005), un virage politique vers une vision pessimiste et strictement guerrière du conflit israélo-palestinien. À ce sujet, voir son interview choc "Ben Gourion aurait dû expulser tous les Arabes" publiée dans Courrier international n°689 du 15 janvier 2004.

Source Ha'Aretz

[Tel-Avivwww.haaretz.co.il](http://Tel-Avivwww.haaretz.co.il) Premier journal publié en hébreu sous le mandat britannique, en 1919, "Le Pays" est le journal de référence chez les politiques et les intellectuels israéliens. Aujourd'hui situé au centre gauche, Ha'Aretz a toujours cultivé une ligne[...]

---

## **5.Le Courriel d'Erevan**

4 octobre 2021

[Ouverture d'un centre de rééducation fonctionnelle à l'hôpital militaire d'Erevan | Le Courrier d'Erevan](#)

# **Ouverture d'un centre de rééducation fonctionnelle à l'hôpital militaire d'Erevan**

**Lorsque la guerre éclate il y a un an, plusieurs associations et quelques 200 volontaires médecins, personnels soignants mais aussi, traducteurs, logisticiens ou économistes, tous Arméniens de France, décident spontanément d'unir leurs efforts dans un collectif destiné à parer à la toute première des urgences : venir au secours des victimes directes du conflit et soigner les blessés. C'est ainsi que naît Santé Arménie, juste quelques jours après le déclenchement des hostilités, et qu'une toute**

**première mission chirurgicale est dépêchée en Artsakh.**

**Le 23 septembre dernier, l'ONG française Santé Arménie inaugurerait le centre de rééducation des blessés et amputés de guerre à l'hôpital militaire Muratsan d'Erevan. *Le Courrier d'Erevan* a interrogé à ce sujet Karine Chahbazian, coordinatrice du projet.**

*Par Olivier Merlet*

Une fois sur place, l'association prend très rapidement conscience de toute la mesure du problème. Les blessés et traumatisés de guerre affluent par milliers, au premier rang desquels les combattants bien sûr. Ils présentent parfois des formes de brûlure assez peu connues, dues à l'utilisation d'armes chimiques interdites comme les bombes au phosphore, beaucoup plus graves que des brûlures simples.

*La mortalité est très élevée et pour les survivants, ces blessures peuvent causer des lésions paralysantes irréversibles imposant une prise en charge très précoce. L'urgence des premiers soins passée, les soldats à peine convalescents tardent parfois à être évacués vers l'arrière, en Arménie, où la question de leur rééducation se pose alors de façon cruciale.*

« *L'Arménie compte de très bons médecins et de très bons chirurgiens, mais il y a une vraie problématique de rééducation et de réadaptation* », raconte Karine Chahbazian. Née en Arménie, cette neurologue de formation rejoint la France à l'âge de 33 ans où elle se spécialise en pathologie neurovasculaire, notamment en lien avec le traitement des AVC. Chef de service de neuro-rééducation à l'hôpital universitaire de Paris-Saclay Bicêtre depuis 8 ans, elle est aussi la coordinatrice du projet de rénovation du service de réhabilitation physique des blessés et amputés de guerre à l'hôpital militaire Muratsan d'Erevan.

### **Réhabilitation structurelle, rééducation pluriprofessionnelle**

Le projet est réalisé dans les murs de l'hôpital militaire d'Etat, l'un des plus pauvres et mal équipés de la capitale, où les infrastructures n'avaient quasiment pas évolué depuis l'époque soviétique. Le service concerné était en piteux état presque insalubre et situé au premier étage de l'un de ses bâtiments, inaccessible aux personnes à mobilité réduites.

*« C'était une double urgence. Les locaux existaient mais ils étaient inutilisés. Il fallait absolument les rendre accessibles et fonctionnels. D'autre part, l'hôpital militaire prenait en charge une grosse partie de blessés de guerre mais n'était pas en mesure de leur fournir les soins de suite nécessaires à leur rétablissement. Or, la rééducation, ce n'est que cela : des soins de suite et une réadaptation coûteuse, à envisager sur le long terme ».*

Le projet est officiellement lancé en janvier de cette année. Côté français, la collecte des fonds et du matériel s'organise. Côté arménien, le colonel Vahan Gevorkian, directeur de l'hôpital militaire, ouvre grand ses portes aux professionnels de Santé-Arménie et leur laisse carte blanche. *« Ils nous ont offert des conditions optimales pour pouvoir travailler. Ils ont été très aidant et ont accepté toutes nos propositions ; jamais d'obstacle ni de problème bureaucratique ».*

*La rénovation des locaux commence. Neuf mois plus tard, 90 000 euros ont été récoltés via des mécènes institutionnels comme l'UGAB, le Fonds arménien de France et celui d'Arménie, l'Œuvre des chrétiens d'Orient ainsi que des associations et des donateurs privés. Le nouveau plateau est opérationnel, repeint à neuf, réaménagé, et petit à petit sera de mieux en mieux équipé. Deux kinésithérapeutes ont été embauchés et l'escalier est désormais équipé d'un fauteuil-élévateur.*

*« Nous avons maintenant à notre disposition tout un service technique de rééducation où les patients hospitalisés, que ce soit en orthopédie, neurologie ou neurochirurgie peuvent d'ores et déjà recevoir des soins de qualité. Lorsque l'on parle de blessé de guerre, c'est multi-organique, complexe, combiné, compliqué. Tous les types de blessure sont possibles, du système nerveux central, cérébral, de la peau, des articulations, de la moelle... La rééducation doit donc être pluriprofessionnelle avec médecins, kinés, ergothérapeutes, dermatologues, orthophonistes, psychologues ; tous les acteurs de la santé. C'est un vrai travail d'équipe. On ne peut pas traiter les symptômes séparément : on évalue ensemble les capacités du patient, on établit un diagnostic général multisectoriel et les différents spécialistes coordonnent leurs soins et leurs séances. L'ergothérapeute, par exemple, réadapte le patient aux gestes de la vie, notamment par un travail sur les mains. Il ne peut obtenir de bons résultats s'il n'est pas averti du travail du kinésithérapeute qui traite, lui, la motricité de tout le corps ».*

## **Transmettre sans imposer**

*« Notre but est d'employer des rééducateurs, des médecins et des paramédicaux arméniens, militaires ou civils. Ils sont sur place et ont fourni le plus gros du travail pendant la phase aiguë post-guerre ». La neurologue constate malgré tout un vrai décalage entre la formation qu'ils reçoivent ici, en Arménie, et celle dispensée en Europe. « Pour que la rééducation soit vraiment efficace et pour obtenir beaucoup de résultats avec peu de moyens, il faut que les praticiens utilisent certaines méthodes, pas forcément très coûteuses. Cependant, par manque de formation, de connaissances théoriques ou pratiques, ces moyens ne sont pas utilisés... Nous mettons tout en œuvre pour y pallier, lors de nos missions sur place, mais l'essentiel de la formation s'effectue depuis la France. Grâce à l'Internet et depuis le premier confinement il y a un an, de nombreux programmes de qualité ont été conçus pour être diffusés en distanciel. Nos collègues arméniens sont invités à y participer de manière interactive et par groupes de spécialité.*

*Nous prenons garde à ne pas transposer nos propres fonctionnements, à ne pas modifier les systèmes en place mais plutôt à faire valoir nos remarques, nos idées et nos souhaits. On ne peut pas prendre le modèle français et le ramener ici. On est obligé de prévoir une médecine moins coûteuse. Tout ce que nous voulons mettre en place doit être adaptable et acceptable pour l'Arménie ».*

## **Approche psycho-psychiatrique globale**

Un accent particulier est également mis sur la prise en charge de la douleur et de la détresse psychologique. *« Pour ces patients blessés qui sont passés par la guerre, on parle beaucoup d'atteinte au niveau physique en oubliant qu'ils sont presque tous à 100 % psycho-traumatisés. Certains peuvent même développer des comportements dangereux, voire suicidaires, ou rentrer en apathie et se refermer complètement sur eux-mêmes. Leur raisonnement peut être atteint, toutes les fonctions cognitives peuvent-être altérées ».* La plupart du temps, pour leur propre sécurité, ces patients doivent rester à l'hôpital où un suivi psycho-psychiatrique rapproché s'impose. Santé Arménie a embauché dès le début du conflit, douze psychologues supplémentaires dans plusieurs villes d'Arménie pour les former à intervenir auprès des blessés de guerre, mais aussi de leur entourage et de leur famille. *« Leurs traumatismes sont terribles et vécus quasiment de la même façon par les proches, on ne peut pas séparer les choses. Bien prendre en*

*charge un malade, c'est le considérer dans son environnement, surtout lorsqu'il s'agit de l'aspect psychologique ou psychiatrique ».*

*Nombre de pathologies, neurologiques notamment, peuvent nécessiter un an à un an et demi de travail, voire dans certains cas évolutifs, des séances de kinésithérapie à vie. La rééducation peut donc être très longue mais ne se passe pas entièrement en milieu hospitalier. Dès que l'état du patient est stabilisé, qu'il réacquiert une certaine autonomie et n'a plus besoin de voir le médecin tous les jours, il regagne son domicile et peut passer en hospitalisation partielle. Il continue alors sa rééducation en ambulatoire, quelques heures par jour ou quelques jours par semaine à l'hôpital.*

### **S'adapter au handicap, adapter le handicapé**

*« La rééducation, c'est très vaste : toute pathologie nécessite une rééducation. Le but, c'est la récupération maximum de l'autonomie du patient, faire en sorte qu'il devienne le plus autonome possible dans les activités de sa vie quotidienne. Quelqu'un qui n'arrive plus à s'habiller ou à s'alimenter seul, sa qualité de vie est vraiment très altérée. Nous devons penser à sa réinsertion familiale, sociale et professionnelle ».*

*98 % des blessés de guerre sont des garçons âgés de 18 à 25 ou 30 ans. Presqu'encore des enfants, de tout jeunes hommes en tous cas. Ils doivent apprendre un métier, démarrer une vie professionnelle et se sentir utiles dans la société.*

*« Avec le handicap ce n'est pas possible. Je suis en fauteuil roulant, j'ai des bras et un cerveau qui fonctionnent, je suis ingénieur ou comptable, je suis tout à fait capable de travailler mais pas de monter les escaliers qui mènent à mon bureau. L'employeur, la société, doivent s'adapter au handicap de même que le handicapé doit pouvoir s'adapter à son environnement et malgré ses incapacités, continuer à vivre sa vie, à exercer son rôle dans la famille, professionnellement, et dans la société. Plusieurs études européennes ont montré qu'investir sur l'intégration des handicapés, même si ça coûte, la santé publique se retrouve finalement gagnante au bout du compte. Plus on gagne en autonomie, moins on coûte à la société. Et puis on parle d'individus, de personnes humaines.*

*Malheureusement, on ne peut pas, en Arménie, s'appuyer sur une Sécurité Sociale à la française pour élaborer un protocole de rééducation. Ce n'est pas*

*possible. À ce jour, l'État Arménien ne prévoit que 2 fois 23 jours de prise en charge. C'est ridicule par rapport au traitement au long cours du grand handicap dont sont atteints les blessés de guerre. Je pense que les ministères de la santé et des affaires sociales devraient vite mettre en place des groupes de travail pour revoir leurs critères et réformer ou revoir la prise en charge de ces malades ».*

Santé Arménie prévoit l'ouverture à Goris, dans la province de Syunik, d'un deuxième centre de rééducation de jour au sein d'une clinique franco-arménienne cardio chirurgicale.

---

## **6.Les Nouvelles d'Arménie**

5 octobre 2021

[Terrain miné, par Ara Toranian - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://www.armenews.com)

# **Terrain miné, par Ara Toranian**

L'information se voulait banale. Elle est choquante. Elle a été divulguée le 8 septembre sur Twitter, par M. Zacharie Gross, ambassadeur de France en Azerbaïdjan : la France va octroyer 400 000 euros à cet État pour déminer les régions qu'il a conquises à la suite de son offensive militaire de l'année dernière. On serait surpris à moins. Par la forme de cette annonce d'abord : un message sur Twitter, aussi léger qu'un gazouillis d'oiseau. Comme si ce don allait de soi. Comme s'il ne portait aucunement à conséquence. Comme s'il s'agissait par nature d'une excellente nouvelle, n'affectant que le champ humanitaire. Est-ce le cas ? Le déminage fait partie de la guerre. Exécuté par des soldats, il en est un des moments. En l'occurrence, il en sert les buts : à savoir la colonisation des zones que l'Azerbaïdjan s'est approprié « en chassant les Arméniens comme des chiens », à la faveur d'une agression armée illégale, qui a fait au moins 6 000 morts et qui s'est notamment traduite par la prise des territoires arméniens partie intégrante de la république du Haut-Karabakh, dont le statut reste à déterminer.

Les mines (posées par les deux côtés) constituent, bien sûr, une abomination.

Comme les drones kamikazes, les explosifs à sous-munition, les bombes au phosphore blanc dont la coalition turco-azerbaïdjanaise a allègrement fait usage jusqu'au 10 novembre dernier. Une fois la guerre terminée, il devient certes indispensable de participer aux opérations de nettoyage et de fiabilisation du sol. Mais qu'en est-il en l'espèce ? Une paix a-t-elle été signée qui garantisse un statut pour l'Artsakh, la liberté et la sécurité pour ses habitants, le respect de l'intégrité de l'Arménie ? Les incursions de l'Azerbaïdjan dans le Siounik et le Guegargounik ne témoignent-elles pas au contraire d'une continuation du conflit ? Ne constituent-elles pas autant de provocations qui portent les hostilités à l'intérieur même des frontières de l'Arménie ? Autre question : ces territoires que le représentant du Quai d'Orsay à Bakou se réjouit de rendre à la vie englobent-ils ceux de Hadrout et de Chouchi, ce qui reviendrait à ratifier et faciliter leur occupation ?

Moins impactant sur le plan diplomatique, mais plus grave encore du point de vue strictement humanitaire, en aidant Bakou à déminer, Paris se rend-il bien compte qu'il prive l'Arménie d'un atout maître pour obtenir la libération de ses prisonniers de guerre, dont une trentaine ont pu être rapatriés, le 13 juin et le 2 juillet, contre les cartes des mines de la région d'Aghdam, Fizouli et Zanguelan remises par Erevan ?

Pour éviter de contribuer au déséquilibre des forces de l'Arménie dans ce troc imposé, ce financement substantiel de la France n'aurait-il pas pu être assorti d'un certain nombre de conditions liées à leur élargissement ? D'autant qu'un rapport terrifiant, établi par le bureau du médiateur arménien, fait état de la systématisation des tortures infligées à ces otages, par pur racisme et sadisme, mais également, cyniquement, pour faire monter les enchères, pour augmenter le prix de leur délivrance ?

Du moins, cette assistance aurait-elle gagné en légitimité si elle s'était inscrite dans la suite d'une tradition française dans ce registre. Mais on cherchera en vain la moindre trace d'une action équivalente de Paris en direction de la république du Haut-Karabakh et des régions avoisinantes. Alors non, cette petite contribution au budget pléthorique de la Défense azerbaïdjanaise, ne va pas de soi. Et pas seulement parce que Bakou n'a pas franchement besoin des subsides hexagonaux pour mener à bien ce type de mission. Mais également en raison du fait qu'elle constitue une forme de caution politique et diplomatique apportée a posteriori à son offensive, bien que rien ne soit réglé.

Un malheur n'arrivant jamais seul, Monsieur Zacharie Gross, s'est cru autorisé une semaine après son premier message sur les mines, à émettre un tweet tout aussi malvenu à l'occasion du procès des islamistes à Paris. « La France et l'Azerbaïdjan sont confrontés à des menaces très similaires de la part de groupes islamistes radicaux et sont unis pour relever ce défi », a-t-il écrit. Oubliant sans doute qu'Emmanuel Macron lui-même avait dénoncé le 1<sup>er</sup> octobre 2020 la « présence de combattants syriens djihadistes » partis rejoindre le théâtre des opérations au Haut-Karabakh, aux côtés de l'Azerbaïdjan...

Décidément, nous ne sommes pas gâtés par cet autre visage que notre diplomatie offre d'elle-même sur les bords de la Caspienne. Nommé il y a un an, M. Gross finira-t-il par nous faire regretter son prédécesseur, Aurélia Bouchez, qui avait expliqué dans une interview accordée, en novembre 2015, à l'agence APA, que l'Azerbaïdjan est un « exemple de tolérance », au moment même où Aliiev déclarait, déjà, que l'Arménie est un « pays artificiel construit sur des territoires azerbaïdjanais » ?

À suivre en tout cas, même si incriminer les messagers ne saurait dédouaner les donneurs d'ordre, les décideurs, qui portent l'entière responsabilité politique de ces dérives insupportables. Mine de rien.

---

## **7.Les Nouvelles d'Arménie**

5 octobre 2021

[L'Azerbaïdjan dément une présence israélienne lors des manoeuvres de \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

# **L'Azerbaïdjan dément une présence israélienne lors des**

# manoeuvres de l'Iran

L'Azerbaïdjan a démenti lundi des allégations faisant état d'une présence de militaires israéliens dans ce pays du Caucase lors de manœuvres menées par l'Iran à leur frontière commune.

Ces exercices militaires ont été lancés vendredi malgré les critiques de l'Azerbaïdjan, avec qui Téhéran maintient de bonnes relations. Un haut gradé de l'armée iranienne avait alors affirmé à la télévision que des « éléments du régime sioniste » étaient « présents dans la région ».

« Nous rejetons les allégations sur la présence de pays tiers à la frontière entre l'Azerbaïdjan et l'Iran. Ces allégations sont totalement infondées », a rétorqué lundi la porte-parole du ministère azerbaïdjanais des Affaires étrangères, Leïla Abdoullaïeva.

Israël, l'ennemi juré de l'Iran, est un fournisseur d'armes majeur de l'Azerbaïdjan, une ex-république soviétique du Caucase dont la population est en majorité musulmane.

Les manœuvres iraniennes avaient été critiquées par le président azerbaïdjanais Ilham Aliev.

« Chaque pays peut effectuer n'importe quel exercice militaire sur son propre territoire. C'est son droit souverain », a déclaré M. Aliev. « Mais pourquoi maintenant, et pourquoi à notre frontière ? », s'était-il interrogé la semaine dernière.

L'Iran et l'Azerbaïdjan partagent une frontière de près de 700 kilomètres et entretiennent de bonnes relations.

Ces relations ont toutefois connu récemment des tensions, notamment lorsque l'armée azerbaïdjanaise a mené des exercices avec la Turquie et le Pakistan à 500 kilomètres de sa frontière commune avec l'Iran.

La décision de Bakou d'imposer des taxes douanières aux camions iraniens en transit vers l'Arménie, son adversaire géopolitique, a également suscité des protestations en Iran.

L'Iran s'inquiète par ailleurs de la progression des idées séparatistes parmi les quelque 10 millions d'Azéris ethniques qui habitent sur son territoire.

---

## 8. Les Nouvelles d'Arménie

5 octobre 2021

[Retour sur les mesures « anti-corruption » vues par le Conseil de \(...\) – Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

# Retour sur les mesures « anti-corruption » vues par le Conseil de l'Europe

L'instance du Conseil de l'Europe en charge de la lutte contre la corruption a désigné comme très 'insatisfaisante' la réponse apportée par les autorités de l'Arménie aux propositions qu'elle leur avait faites cinq ans avant dans ce domaine. Un constat qui a de quoi contrarier le gouvernement de Nikol Pashinian, qui a été porté au pouvoir en mai 2018 par une « révolution de velours » dont le principal mot d'ordre était la lutte contre la corruption, scandé avec la même détermination trois ans après, alors qu'il a été reconduit au pouvoir à Erevan à la faveur de législatives anticipées, organisées dans le contexte délétère de la défaite militaire dans la guerre du Karabagh de l'automne 2020 face à l'Azerbaïdjan. Basé à Strasbourg, le Groupe des Etats contre la corruption (GRECO), estimant que la corruption était un "important problème pour la société arménienne", avait présenté 18 recommandations précises aux autorités arméniennes après l'envoi d'une délégation chargée d'enquêter dans ce domaine en Arménie en 2015. Ces recommandations portaient pour la plupart sur l'indépendance des juges et des procureurs, ainsi que sur les pratiques corrompues gangrénant la justice comme le Parlement arménien. Depuis, le GRECO a publié quatre rapports évaluant les réponses apportées par les anciennes et actuelles autorités de l'Arménie à leurs propositions. Le dernier rapport, publié le jeudi 30 septembre, semble contredire les déclarations effectuées par N.Pashinian dans les mois qui suivirent son accession au pouvoir selon lesquelles il aurait « mis fin à la corruption systémique » en Arménie. Le dernier rapport indique sur sept seulement sur les 18 recommandations auraient été suivies de manière "satisfaisante" à ce jour. En particulier, le GRECO déplore un manque persistant de transparence dans le processus législatif en Arménie. Il

souligne qu'au cours des 18 derniers mois, le Parlement contrôlé par le parti au pouvoir avait fait adopter 27 % des textes de loi en vertu des "procédures d'urgence", faisant donc l'économie de débats parlementaires et de discussions publiques en amont. Le rapport souligne aussi que les autorités d'Erevan n'ont pas encore établi un code d'éthique pour les membres de l'Assemblée nationale. Le rapport du GRECO poursuit ses critiques en déplorant que le ministère arménien de la justice est toujours habilité à engager des procédures disciplinaires contre les juges, ce qui "n'est pas compatible avec l'indépendance de la justice", souligne-t-il. "Des mécanismes appropriés d'appels ont été proposés pour les décisions relatives au recrutement et à la promotion des juges, mais non pour les décisions relatives à leur renvoi", ajoute le rapport qui, dans ce contexte, s'interroge sur l'efficacité des pouvoirs accrus accordés à la Commission de prévention de la corruption (CPC), une agence d'Etat qui supervise les déclarations de revenus présentées par les juges et autres officiels ainsi que par les membres de leurs familles. "Les mesures prises en vue de renforcer l'indépendance opérationnelle de la CPC doivent encore prendre effet et ses moyens doivent être augmentés à l'aune de ses mandats et pouvoirs largement accrus", insiste le rapport. L'état des lieux dressé par le GRECO tend à montrer que contrairement à ce qu'affirme N.Pachinian depuis trois ans, la corruption n'aurait pas été éliminée dans sa dimension « systémique » en Arménie, malgré les dizaines de procès intentés par les nouvelles autorités dans le cadre d'affaires de corruption, impliquant généralement des représentants ou alliés de l'ancien régime, à commencer par les deux anciens présidents Robert Kotcharian et Serge Sarkissian, aujourd'hui à la tête des principales formations d'opposition parlementaires. Ce rapport, qui intervient quelques jours après celui de l'ONG américaine Freedom House, qui dénonçait les atteintes à la liberté d'expression en Arménie, verse de l'eau au moulin des partisans de ces alliances de l'opposition et autres détracteurs de N.Pachinian selon lesquels la plupart de ces affaires de corruption reposeraient sur des charges tronquées et sujettes à caution et viseraient à renforcer la popularité du premier ministre, plutôt qu'à servir l'Etat de droit. Il reste qu'en termes de corruption, l'Arménie est sans nul doute bien moins condamnable que l'Azerbaïdjan, envers lequel le Conseil de l'Europe a montré pendant des années une indulgence coupable, dûment rémunérée par le clan Aliiev au pouvoir à Bakou. Au fil des scandales qui ont révélé les ravages causés par la « diplomatie du caviar » de Bakou dans l'Assemblée de Strasbourg, cette instance dédiée à la promotion de la démocratie et à la défense des droits de l'homme a fait le ménage sur ses bancs, sanctionnant

ses membres qui avaient profité des largesses du clan Aliev en échange de leur soutien à ses pratiques pour le moins contraires à la démocratie... Mais sans pour autant avoir quelque influence sur le régime azéri qui, dans le mépris de ses recommandations, étoffe sa corruption érigée en système, comme l'ont montré, après les « Panama Papers », les « Pandora Papers », un nouveau rapport d'un collectif international de media sur la corruption et les paradis fiscaux, où Aliev et son clan ont gagné leur place depuis bien longtemps...

---

## **9.Le Courriel d'Erevan**

5 octobre 2021

[Le Président arménien a envoyé un message de félicitations au lauréat du prix Nobel, Ardem Patapoutian \(courrier.am\)](mailto:Artem.Patapoutian@courrier.am)

# **Le Président arménien a envoyé un message de félicitations au lauréat du prix Nobel, Ardem Patapoutian**

**Le président de l'Arménie, Armen Sakissian a envoyé un message de félicitations au scientifique Américain d'origine arménienne Ardem Patapoutian pour avoir remporté le prix Nobel de médecine ou de physiologie, informe le Bureau du Président de la République d'Arménie. Dans sa lettre le président arménien écrit :**

*« Cher M. Adem Patapoutian,*

*Cher compatriote,*

*Je suis ravi d'apprendre que vous et votre collègue, le D<sup>r</sup> David Julius, avez reçu cette année le prix Nobel de médecine ou de physiologie.*

*En tant que Président de la République d'Arménie, je suis très heureux de votre*

*grand succès, que, je pense, nous considérons tous comme l'une des plus grandes réalisations de notre nation.*

*En même temps, en tant qu'ancien scientifique, je comprends profondément le poids de vos efforts et de votre travail acharné, grâce auxquels, combiné à votre grand talent, la science mondiale s'est enrichie d'une réalisation de plus.*

*En vous félicitant et en vous envoyant mes vœux les plus chaleureux, j'espère, cher Ardem, vous accueillir en Arménie dans un proche avenir. »*

---

## **10.Les Nouvelles d'Arménie**

5 octobre 2021

[Kocharian se montre prudent face aux manifestations anti-gouvernementales - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

# **Kocharian se montre prudent face aux manifestations anti-gouvernementales**

L'ancien président Robert Kocharian a déclaré lundi que la principale alliance d'opposition arménienne, qu'il dirige, doit « générer » une plus grande colère populaire contre le gouvernement avant de tenter de le renverser par des manifestations de rue.

« Oui, nous allons également lancer une campagne de rue », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse. « Mais il faut faire en sorte que les conditions soient mûres. Nous devons également travailler avec les gens dans toute l'Arménie. Nous devons essayer de les convaincre. » Vous ne pouvez pas lancer une campagne de rue sans la participation active de la population. Cette participation active doit également être obtenue par des efforts de relations publiques."

Kocharian a donc pris soin de ne fixer aucune date pour les nouvelles

manifestations antigouvernementales promises par son bloc Hayastan.

Lors d'une réunion tenue le 14 septembre, M. Kocharian a demandé aux principaux membres du bloc d'intensifier leurs activités et leurs efforts de sensibilisation du public. L'un d'entre eux a déclaré par la suite que des « actions de rue » contre le gouvernement du Premier ministre Nikol Pashinian étaient imminentes.

« Le plus gros problème est qu'une partie considérable de notre peuple s'est accommodée de cette situation et a voté pour ceux-là », a déclaré Kocharian lundi, en faisant référence à l'équipe politique de Pashinian. « Il ne faut pas se leurrer. C'est la réalité. »

L'ex-président de 67 ans, qui a dirigé l'Arménie de 1998 à 2008, a insisté dans le même temps sur le fait qu'une minorité de citoyens politiquement actifs peut également constituer une menace sérieuse pour le maintien au pouvoir de Pashinian.

« Même si cinq pour cent de la population se bat contre un gouvernement avec détermination, aucun gouvernement ne peut résister à cela », a-t-il déclaré.

Arménie - Les partisans de l'ancien président Robert Kocharian et de son alliance d'opposition assistent à un rassemblement de campagne électorale à Erevan, le 18 juin 2021.

Arménie - Les partisans de l'ancien président Robert Kocharian et de son alliance d'opposition participent à un rassemblement de campagne électorale à Erevan, le 18 juin 2021.

« Vingt et un pour cent des électeurs ont voté pour nous. Nous allons essayer avant tout de rendre ce segment plus actif. Nous essaierons également de convaincre les autres personnes, qui ont voté pour ces autorités, qu'elles ont fait une erreur », a ajouté M. Kocharian.

Le parti du contrat civil de M. Pashinian a remporté les élections législatives du 20 juin en Arménie avec près de 54 % des voix, selon les résultats officiels. Le bloc de M. Kocharian est arrivé loin derrière.

Kocharian, qui a attiré une foule immense à Erevan pendant la campagne électorale, a de nouveau prédit qu'une autre élection surprise serait probablement organisée avant la fin de 2022. Il a également répété les

affirmations de l'opposition selon lesquelles M. Pashinian a mal géré la guerre de l'année dernière dans le Nagorny-Karabakh et n'est pas capable de faire face aux défis sécuritaires de l'après-guerre auxquels l'Arménie est toujours confrontée.

Kocharian a également affirmé que la défaite de l'Arménie dans cette guerre n'était pas seulement le résultat de l'incompétence de M. Pashinian, mais aussi d'une «possible défaite planifiée à l'avance », convenue avec l'Azerbaïdjan. « Il n'y aura pas de calme dans notre pays tant que ces soupçons ne seront pas dissipés », a-t-il déclaré.

---

## **11.Les Nouvelles d'Arménie**

5 octobre 2021

# **224 militaires et 22 civils Arméniens sont toujours portés disparus lors de la guerre de 44 jours en Artsakh**

En raison de la guerre déclenchée par l'agression de l'Azerbaïdjan en Artsakh le 27 septembre 2020, le nombre total de militaires et civils Arméniens tués est de 3788.

Mais à ce jour, en plus de ces 3788 tués, manquent 224 soldats et 22 civils Arméniens qui sont toujours portés disparus. Au total depuis la fin de la guerre, 108 militaires et civils ont été remis par l'Azerbaïdjan à l'Arménie.

La commission d'enquête de la RA informe à ce sujet, notant que jusqu'à présent, un total de 108 militaires et civils ont été remis à la République d'Arménie par la République d'Azerbaïdjan.

Krikor Amirzayan

---

## **12.Les Nouvelles d'Arménie**

5 octobre 2021

# **Le président arménien partira pour l'Italie en visite d'Etat**

EREVAN, 5 OCTOBRE, ARMENPRESS. Le président arménien Armen Sarkissian partira pour l'Italie aujourd'hui avec son épouse Nouneh Sarkissian pour une visite d'État à l'invitation du président Sergio Mattarella.

Dans un communiqué, le bureau du président a déclaré qu'il s'agissait de la première visite d'État du président arménien en Italie en 30 ans d'histoire.

Au cours de la visite, le président doit avoir un entretien privé avec son homologue italien. L'entretien sera suivi d'une réunion de format élargi à laquelle participeront les délégations des deux parties. Les présidents arménien et italien tiendront également une conférence de presse conjointe.

Le président arménien doit également rencontrer le président du Conseil des ministres italien Mario Draghi, la présidente du Sénat Maria Elisabetta Alberti Casellati et le président de la Chambre des députés Roberto Fico, ainsi que le maire de Rome.

Les réunions se concentreront sur l'approfondissement des relations bilatérales et l'élargissement du partenariat mutuellement avantageux dans différents domaines, les développements régionaux et d'autres questions d'intérêt bilatéral.

Le président Armen Sarkissian se rendra également au Collège Levonyan à Rome pour rencontrer les représentants de la communauté arménienne.

L'ordre du jour de la visite du président couvre également les questions relatives à l'approfondissement de la coopération culturelle et éducative. Armen Sarkissian assistera à la cérémonie de réouverture du département d'études arméniennes de

l'Université La Sapienza de Rome. Il prononcera également une conférence à l'Université de Bologne.

A l'occasion de la visite du président arménien, une exposition présentant les œuvres des peintres arméniens de renom Hovhannes Aivazovsky, Gevorg Bashinjaghyan, Martiros Saryan, Vardges Surenyants et Hakob Kojoyan s'ouvrira à la résidence présidentielle italienne – le palais du Quirinal.

Édition et traduction par Aneta Harutyunyan

---

### **13.Caucase de France**

4 octobre 2021

[Anne Hidalgo: “ La France peut reconnaître la République du Haut-Karabakh” :  
Caucase de France \(caucasefrance.com\)](#)

# **Anne Hidalgo: “ La France peut reconnaître la République du Haut-Karabakh”**

Anne Hidalgo, maire de Paris et candidate socialiste à l'élection présidentielle de 2022, a déclaré samedi 2 octobre que la France pourrait reconnaître la République du Haut-Karabakh.

[Citant sur Twitter l'écrivain et philosophe Bernard-Henri Lévy](#), la maire s'est dite d'accord avec lui sur le fait que la France puisse reconnaître le Haut-Karabakh.

“La Société des Nations, il y a un siècle, inventait, pour Dantzig, le statut de “ville libre”. Et les Nations unies, après la Seconde Guerre mondiale, ont ressuscité ce statut pour Trieste. Pourquoi ne pas faire de même au Haut-Karabakh? Pourquoi la France ne décréterait-elle pas Stepanakert et Chouchi villes libres?”, écrit Bernard-Henri Lévy dans son article “La France peut reconnaître la

République du Haut-Karabakh”.